

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de nettoyage des locaux des Centres
Hospitalier de Vichy et Moulins-Yzeure**

**Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne
Établissement support CHU de Clermont-Ferrand
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND**



SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Développement durable	4
3 - Pièces contractuelles	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Respect du principe de laïcité et de neutralité	5
6 - Durée et délais d'exécution	5
6.1 – Délais d'exécution	5
6.2 – Reconduction	6
7 - Prix	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
7.2 - Modalités de variation des prix	6
8 - Garanties Financières	6
9 - Avance	7
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
9.2 - Garanties financières de l'avance	7
10 - Modalités de règlement des comptes	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement	8
10.3 - Délai global de paiement	8
10.4 - Paiement des cotraitants	8
10.5 - Paiement des sous-traitants	9
11 - Conditions d'exécution des prestations	9
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
13 - Constatation de l'exécution des prestations	10
Vérifications	10
14 - Garantie des prestations	10
15 - Pénalités	10
16 - Assurances	11
17 - Résiliation du contrat	11
17.1 - Conditions de résiliation	11
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
18 - Règlement des litiges et langues	12
19 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : la prestation de nettoyage des locaux et structures extérieures des Centres Hospitaliers de Vichy et de Moulins-Yzeure.

L'entreprise retenue sera chargée de maintenir les locaux dans un état de propreté conforme aux règles de la profession. Elle devra également avoir une connaissance complète des locaux à entretenir.

Lieux d'exécution des différents lots :

Lot 1 – Centre Hospitalier de Vichy	
Sites	Adresses
Cuisine centrale	Site principal Centre Hospitalier de VICHY Boulevard Denière – Bâtiment 13 – 03200 VICHY
GARAGE + ARCHIVIES - SITE SERMETO	8 impasse de l'acier – 03300 CUSSET
Hôpital de Jour intersectoriel	19 rue Jeanne d'Arc – 03200 VICHY
Centre médico-psychologique Vichy Ouest	1 rue du stade – 03800 GANNAT
Centre médico-psychologique Vichy Est	26 rue du 4 septembre - 03150 VARENNES SUR ALLIER
ALGECO – Base de vie des entreprises extérieures	Site principal Centre Hospitalier de VICHY Boulevard Denière – Bâtiment 13 – 03200 VICHY
Dialyse – Rez-de-chaussée Consultation – 1 ^{er} étage	Site principal Centre Hospitalier de VICHY Boulevard Denière – Bâtiment 13 – 03200 VICHY

Lot 2 – Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure	
Site	Adresses
Centre médico-psychologique	29 Pierre et Marie Curie – 03500 SAINT-POURCAIN SUR SIOULE
Centre médico-psychologique – Maison Mallet	4 route de Vichy – 03290 DOMPIERRE SUR BRESBRE
Centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)	10 rue Lucien-George Périchon – 03000 MOULINS
Unité sanitaire	Lieu-dit les godets – 03400 YZEURE

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en deux lots :

Lots	Désignation
01	LOT 1 - Prestation de nettoyage de locaux du Centre Hospitalier de Vichy
02	LOT 2 - Prestation de nettoyage des structures extérieures du Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose lors de l'exécution des prestations pour respecter les objectifs de développement durable prévus au CCTP.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières : les DPGF des lots 1 et 2
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes, du Centre Hospitalier de Vichy et du Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

L'offre du Titulaire doit être conforme aux dispositions légales actuelles ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable au 25 mai 2018 et à ses dispositions de transposition.

Le Titulaire est ainsi tenu de respecter la confidentialité et d'assurer la sécurité des données à caractère personnel dont l'Établissement à la charge.

Par ailleurs, Le Titulaire et l'Établissement qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en



œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Établissement, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses personnels, partenaires, sous-traitants qui pourraient intervenir.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ou dont la transmission est imposée par la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de l'Établissement mais également des personnes physiques dont les données font l'objet du traitement mis en œuvre dans le cadre du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

5 - Respect du principe de laïcité et de neutralité

Le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 – Délais d'exécution

Chaque lot est conclu pour une durée ferme de 36 mois. Cette durée s'entend hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée du marché court à compter de sa date de notification.



La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au 1^{er} juillet 2025.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.2 – Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de période de reconduction est fixé à 1 pour une durée de 12 mois. La durée maximale du marché ne pourra pas dépasser 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois mois avant la date d'échéance du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre, appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du marché, par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P = P (0) \times IT (n) / IT (0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- P = Prix révisé
- P (0) = Prix initial (prix défini au mois de la remise des offres ou au moment de la dernière révision)
- IT (n) = Nouvelle valeur de l'index propreté (trimestre de révision des prix)
- IT (0) = Valeur initiale de l'index de propreté du trimestre de remise des offres pour la première révision puis valeur de l'index de la dernière révision

L'index de référence, publié sur le site www.index-proprete.fr , est l'index IT « Index de propreté ».

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus, arrondis à 2 décimales sont fermes pour les 12 mois suivants.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG - FCS, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lots	Désignation
01	LOT 1 - Prestation de nettoyage de locaux du Centre Hospitalier de Vichy
02	LOT 2 - Prestation de nettoyage des structures extérieures du Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.



10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

La facturation est mensuelle.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

LOT 1 - Centre Hospitalier de Vichy :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 260 300 264 00017
- Code service : DEA

LOT 2 – Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 260 303 839 00013
- Code service : AGEN
- Numéro d'engagement juridique : AGEN 0

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement



est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE VICHY
Pôle Travaux Achats Logistique
Boulevard Denière
03200 VICHY
<https://www.ch-vichy.fr/>
04 70 97 33 33

marieelise.laleure@ch-vichy.fr

CENTRE HOSPITALIER DE MOULINS YZEURE
10 Avenue Général de Gaulle
03000 MOULINS
<https://www.ch-moulins-yzeure.fr/>
04 70 35 77 77

c.wacquet@ch-moulins-yzeure.fr
04 70 35 76 78

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise

puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

- Lot 1 – Centre Hospitalier de Vichy, à l'article 13 du CCTP
- Lot 2 – Centre Hospitalier de Moulins-Yzeure, à l'article 15 CCTP

14 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

15 - Pénalités

En dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des clauses du marché, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, les pénalités suivantes :

Liste des pénalités	
Absence du prestataire à une réunion de suivi ou lors d'un contrôle contradictoire	150 € par absence constatée
Absence d'un agent, non remplacé dans les 24 heures	100 € par manquement constaté
Non-respect des horaires d'intervention spécifiés au cahier des charges	50 € par manquement constaté
Perte ou vol des clés confiées au prestataire : clés et du passe	La société devra couvrir tous les frais engendrés.
Absence d'un encadrant lors de la prise de poste d'un nouvel agent ou en cas de remplacement d'un agent	200 euros par manquement constaté
Taux de satisfaction de la prestation < 70 %	5 % de pénalités calculé sur le montant mensuel de la facture et déduit du paiement de la facture en cours
Taux de satisfaction de la prestation ≤ 60 %	10 % de pénalités calculé sur le montant mensuel de

	la facture et déduit du paiement de la facture en cours
Taux de satisfaction de la prestation $\leq 50 \%$	20 % de pénalités calculé sur le montant mensuel de la facture et déduit du paiement de la facture en cours
Taux de satisfaction de la prestation $\leq 40 \%$	50 % de pénalités calculé sur le montant mensuel de la facture et déduit du paiement de la facture en cours

Afin de garantir une prestation de qualité, en cas de plus de 3 contrôles avec des taux de satisfaction inférieurs à 50 % (réalisés sur la durée totale du marché, renouvellement compris), le centre hospitalier se réserve le droit de résilier le marché, pour non-conformité, en appliquant les clauses de l'article 16.1 du CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.



En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services